

**FIDA****FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE****Conseil d'administration - Soixante-troisième session**

Rome, 22-23 avril 1998

RAPPORT INTERIMAIRE SUR L'EVALUATION

1. Le présent rapport intérimaire et programme de travail annuel comprend quatre parties: la première récapitule les principales activités d'évaluation entreprises en 1997; la deuxième expose brièvement les principaux enseignements tirés des évaluations et études effectuées; la troisième résume d'autres activités ayant trait à l'évaluation entreprise au cours de l'année, et la quatrième traite des évaluations et des études prévues pour 1998. On trouvera à l'annexe I une synthèse des évaluations terminales, des évaluations rétrospectives et des évaluations du portefeuille de pays, à l'annexe II des tableaux détaillés des activités ayant trait à l'évaluation entreprises en 1997, et à l'annexe III une liste provisoire des évaluations terminales, rétrospectives et de portefeuille de pays prévues pour 1998.

I. Récapitulation des principales activités d'évaluation menées en 1997

2. Au total, 17 évaluations dont 13 de projets, trois de dons d'assistance technique (DAT) et une de portefeuille de pays, ont été effectuées en 1997. Six des 13 évaluations de projets ont été réalisées à mi-parcours (trois associaient bilan et évaluation à mi-parcours), dont quatre dans la région Asie et Pacifique et deux dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord (POAN). Huit évaluations intermédiaires ont été effectuées, dont quatre dans la région Amérique latine et Caraïbes, deux en Afrique et deux dans la région Asie et Pacifique. Deux de ces évaluations intermédiaires étaient des évaluations ciblées, une nouvelle approche du Fonds visant à tirer des enseignements pour ses opérations futures. L'évaluation effectuée à ce titre en République-Unie de Tanzanie était ciblée sur la composante crédit de trois projets et celle réalisée au Lesotho sur la conservation des sols et des eaux, l'objectif étant de tirer des enseignements essentiels dans ce domaine sensible pour les interventions futures du Fonds au Lesotho et dans les zones écologiques similaires. Une évaluation terminale et une évaluation rétrospective ont été effectuées en Afrique. Deux des évaluations intermédiaires de DAT ont porté sur la région Amérique latine et Caraïbes et une sur la région Asie et Pacifique. La deuxième et dernière phase de l'évaluation du portefeuille de pays de la Mauritanie s'est déroulée en 1997, et a porté sur les huit projets financés par le FIDA dans ce pays. Enfin, en plus de ces dix-sept évaluations, des représentants du Bureau de l'évaluation et des études et du Département Gestion des programmes ont entrepris une évaluation à mi-parcours concernant le don accordé à CARE International, au Zimbabwe, dans le cadre du Programme de coopération élargie entre le FIDA et les organisations non gouvernementales (PCE FIDA/ONG).



3. Onze des 13 projets évalués étaient financés sur les ressources du programme ordinaire et deux sur celles du Programme spécial pour les pays de l'Afrique subsaharienne touchés par la sécheresse et la désertification (PSA). Huit des 13 projets ont été lancés à l'initiative du FIDA et cofinancés par d'autres bailleurs de fonds, et cinq lancés et exclusivement financés par le Fonds.

4. Outre les activités susmentionnées, une évaluation du PSA a été effectuée en 1997, comme l'avait demandé le Conseil d'administration; il s'agit de la première évaluation approfondie de ce programme. Les constatations et les conclusions de cette évaluation, et les enseignements qui en ont été tirés, seront présentés au Comité de l'évaluation du Conseil d'administration du FIDA en avril 1998. Plus de dix évaluations rapides de projets ont été effectuées dans ce cadre, y compris des visites de terrain. Outre le rapport principal, l'évaluation du PSA comporte: 24 études de cas; deux études thématiques (dont l'une sur le développement de la petite irrigation en Afrique subsaharienne, et l'autre sur le développement de l'agriculture pluviale et l'aménagement des terres dans les régions semi-arides de l'Afrique subsaharienne); une liste de 35 enseignements concernant le développement rural en Afrique subsaharienne, qui seront intégrés au Système de données d'évaluation (EKSYST). Une étude antérieure qui portait sur le financement rural en Afrique de l'Ouest a été mise à jour et complétée et contient désormais 41 études de cas. Une étude thématique sur les activités agroforestières dans le Sahel a été effectuée séparément.

Missions d'évaluation et autres missions connexes exécutées en 1997

Types d'évaluation	Afrique	Asie et Pacifique	Amérique latine et Caraïbes	Proche-Orient et Afrique du Nord	Total
Évaluations à mi-parcours	-	4	-	2	6*
Évaluations intermédiaires	2 ^{a)}	2***	4**	-	8
Autres (évaluations terminales, rétrospectives, de portefeuille de pays)	3 ^{b)}	-	-	-	3
Total partiel	5	6	4	2	17 ^{c)}
Missions spéciales d'appui/ateliers	-	-	2	1	3****
Total	5	6	6	3	20

a) L'évaluation intermédiaire ciblée effectuée en République-Unie de Tanzanie a porté sur trois projets.

b) En Mauritanie, l'évaluation du portefeuille de pays a porté sur huit projets.

c) Compte tenu de a) et b) ci-dessus, les 17 évaluations ont porté sur 23 prêts et trois dons.

* Dont trois associant bilan et évaluation à mi-parcours.

** Dont l'évaluation du DAT 231 (Programme régional et national de formation au développement rural) et DAT 234 (Projet de développement de la petite production rurale au Zacapa et Chiquimula).

*** Dont l'évaluation du DAT accordé au titre du Programme de formation pour la réduction de la pauvreté en Asie-Pacifique (PATAP)

**** Outre les trois activités ci-dessus, l'activité additionnelle suivante a été entreprise: appui technique concernant le bilan du Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres (GCAP)

5. Comme le montre le tableau ci-dessus, le FIDA a organisé et pris part à plusieurs missions visant à appuyer les systèmes de suivi et d'évaluation (S&E) au niveau local. Quatre missions de ce type ont eu lieu en 1997: évaluation de la situation de référence au Pérou; mise en place d'un système



de suivi du développement agricole au niveau provincial en Tunisie; appui et supervision du Programme de renforcement des capacités régionales d'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale en Amérique latine et aux Caraïbes (PREVAL); et assistance technique pour effectuer le bilan du Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres (GCAP).

II. Enseignements tirés de l'évaluation et des études

Système de données d'évaluation (EKSYST)

6. De manière à améliorer encore la diffusion des connaissances et des enseignements tirés de la mise en oeuvre des projets de lutte contre la pauvreté, le Bureau de l'évaluation et des études a lancé en 1997 une version pour Internet d'EKSYST, un logiciel qui avait été développé au départ pour ordinateur personnel afin de pouvoir saisir et mettre en commun les données, les acquis et les enseignements concernant les évaluations des projets et programmes du FIDA. Cette initiative s'inscrit dans le cadre global de la création d'un site Web expérimental sur l'évaluation, du nom d'IFADEVAL. Ce site a été inauguré par le Président du FIDA à l'occasion de la Conférence mondiale sur le savoir au service du développement à l'ère de l'information, tenue à Toronto en juin 1997. Dans son allocution, le Président Al-Sultan a confirmé que le FIDA entendait devenir un centre de savoirs, c'est-à-dire pour reprendre les termes de l'Évaluation externe rapide "le premier dépositaire mondial d'informations sur le développement rural et le conseiller le plus influent au monde dans ce secteur d'activité complexe et exaltant". Il a mentionné quatre initiatives du FIDA: EKSYST et sa version sur Internet, IFADEVAL; les Systèmes participatifs intégrés d'observatoires saisonniers (IPSOS); le réseau télématique reliant les projets financés par le FIDA en Amérique latine et aux Caraïbes (FIDAMERICA); et le Réseau de savoirs sur la réforme agraire et la sécurité foncière. Ces initiatives ont été examinées au cours du Forum sur les savoirs des ruraux pauvres organisé par le Bureau de l'évaluation et des études, auquel ont participé 70 personnes (voir paragraphe 26 ci-après). Environ 300 personnes, dont le Président de l'Ouganda et le Président de la Banque mondiale, ont visité le stand du FIDA.

7. Sur le site IFADEVAL, les utilisateurs peuvent maintenant trouver plus de 60 enseignements tirés des évaluations effectuées sur divers thèmes, y compris le crédit et les services financiers ruraux, le développement de technologies agricoles, la recherche et la vulgarisation, les structures institutionnelles d'exécution des projets, etc. Le Bureau de l'évaluation et des études envisage dans le courant de 1998 d'ajouter d'autres enseignements sur ce site Web, au fur et à mesure que les données seront disponibles. Le site IFADEVAL a également d'autres fonctions, notamment: i) deux groupes de discussion interactifs sur l'évaluation permettant à la fois aux non-spécialistes et aux spécialistes du développement/aux partenaires de discuter les conclusions et les enseignements tirés des évaluations. Le premier, de nature générale, est ouvert à tous ceux qui peuvent s'y intéresser, et le second, plus spécialisé, n'est accessible que par les membres du réseau sur le développement rural et la sécurité alimentaire du Comité administratif de coordination des Nations Unies (CAC). Le groupe de discussion spécialisé est relié au nouveau dispositif de coopération mis en place entre institutions des Nations Unies, Banque mondiale et autres organisations gouvernementales et non gouvernementales; ii) des renseignements sur les conférences et séminaires internationaux prévus sur l'évaluation; iii) une section consacrée aux publications, où l'on trouve les titres et les résumés d'un certain nombre d'études du FIDA, qui peuvent être commandées en ligne; et iv) des liens hypertextes permettant d'accéder à d'autres sites Web d'organisations des Nations Unies, d'organismes bilatéraux et multilatéraux, d'ONG ainsi que d'autres sites Web concernant l'évaluation.

8. Le site IFADEVAL a été présenté à la dix-huitième session du Comité de l'évaluation qui s'est tenue en septembre 1997. Les membres du Comité se sont félicités de cette initiative, qui permet



un accès en ligne aux données d'expérience amassées par le FIDA dans le domaine de la lutte contre la pauvreté rurale, et représente une étape importante de la transformation du FIDA en centre de savoirs.

Enseignements tirés

9. **Sécurité alimentaire des ménages et problématique hommes/femmes.** Un atelier a été organisé au siège du FIDA en 1997, au cours duquel a été présenté un bilan de l'expérience acquise en ce qui concerne la sécurité alimentaire des ménages et les problèmes propres aux femmes, réalisé à partir d'un échantillon de 50 interventions financées et évaluées par le Fonds. Les enseignements tirés de cette expérience se résument comme suit:

- a) Le manque de techniques adaptées à la modicité des ressources des groupes cibles est l'un des principaux facteurs limitatifs de l'impact des projets sur la sécurité alimentaire. La disponibilité et la pertinence d'itinéraires techniques améliorés devraient être envisagés avant tout du point de vue de l'agriculteur. Un spécialiste évaluera un itinéraire technique sous l'angle de la productivité et de l'accroissement des revenus, alors que l'exploitant agricole se préoccupera de son utilité, de sa rentabilité compte tenu de la rareté des ressources, de son coût d'opportunité et des risques qu'il entraîne.
- b) Une évaluation approfondie des systèmes cultureux existants devrait être réalisée avant de parachever la formulation de tout nouveau projet. Il faudra veiller tout particulièrement aux pratiques des exploitants agricoles, voir si des essais de plein champ ont été réalisés sur plusieurs années et si les résultats en sont disponibles, de manière à évaluer les fluctuations des rendements d'une année à l'autre ainsi que les risques en découlant. Si de tels renseignements ne sont pas disponibles, des scénarios bonne/mauvaise année devraient être construits à partir des discussions entre agronomes et paysans des groupes cibles connaissant bien les conditions locales.
- c) Pour parvenir à la sécurité alimentaire, il ne faut pas nécessairement plus de vivres à consommer, en particulier pour les petits paysans. Les cultures de rapport et les revenus extra-agricoles sont souvent des facteurs essentiels de sécurité alimentaire pour les ménages pauvres. Par ailleurs, le ciblage des communautés pauvres est plus facile que celui des ménages exposés à l'insécurité alimentaire.
- d) Le crédit a souvent été utilisé dans les projets financés par le FIDA pour promouvoir la sécurité alimentaire des ménages. La méthodologie du FIDA, qui fait appel aux prêts collectifs, à la pression exercée par les pairs et à la sensibilisation aux problèmes des femmes, a donné des résultats positifs, notamment dans le cas où le montant des prêts dépasse les seuils critiques.
- e) La préférence des femmes pour les activités d'élevage tient à la tradition et à leur volonté d'assurer la sécurité alimentaire de leurs familles. Il faut être réaliste et reconnaître que les femmes pauvres n'ayant qu'un minuscule lopin n'ont souvent pas d'autres options. Il faut en tenir davantage compte, et accorder plus d'importance à l'élevage.



10. Les enseignements mentionnés aux alinéas a) et b) ci-dessus sont détaillés plus avant ci-après:

- a) **Activités de vulgarisation.** Les petits paysans des terres marginales, notamment dans les régions de grande diversité agro-écologique, où les ressources sont rares et les risques élevés, n'ont souvent pas bénéficié du transfert de technologie agricole. On s'est rendu compte que les démarches qui répondent à l'impulsion donnée par les agriculteurs facilitent l'intégration des fonctions de recherche et de vulgarisation puisqu'elles reposent sur les savoirs et les capacités de recherche des communautés locales, en les combinant avec ceux des organismes officiels de recherche et de développement. Les moyens locaux d'expérimentation doivent être renforcés pour que la technologie puisse être adaptée aux difficultés particulières que rencontrent les groupes cibles du FIDA. L'interaction entre savoirs locaux et connaissances extérieures sera enrichissante de part et d'autre.
- b) **Importance du diagnostic des besoins en matière de recherche-développement.** Il est essentiel de définir au plus tôt au cours de la conception des projets les diverses recommandations et innovations institutionnelles disponibles, c'est-à-dire celles qui, après expérimentation, mise à l'essai et adaptation, sont jugées appropriées à des fins de vulgarisation. Il faut également répertorier les innovations qui doivent être développées plus avant et adaptées aux conditions qui prévalent dans la zone/le groupe cible. Le diagnostic des besoins en matière de recherche-développement doit être effectué avec le groupe cible sur des sites représentatifs, afin de mieux comprendre les préférences des agriculteurs et les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs communautés, et d'éviter de mettre en oeuvre des activités de vulgarisation inadaptées ou inefficaces.
- c) **Concrétisation et diffusion des savoirs.** Quatre étapes consécutives sont nécessaires:
 - i) les méthodes et modalités de recherche-développement et de sélection des innovations institutionnelles doivent être définies, expliquées et bien comprises dès le départ;
 - ii) les moyens disponibles à cette fin doivent être clairement définis;
 - iii) ce processus devra démarrer dès la phase de conception par l'organisation de séminaires auxquels participeront des agronomes, des agents de vulgarisation et les bénéficiaires;
 - iv) la formation se poursuivra pendant toute la durée du projet. La recherche-développement étant un processus de longue haleine, il faudra en envisager la poursuite au-delà de l'achèvement du projet.
- d) **Solutions novatrices d'assistance technique.** S'agissant de l'assistance technique de longue durée, il faut trouver un juste milieu entre la nécessité d'abaisser les coûts et celle de tirer des avantages durables du processus de concrétisation des savoirs. Des partenariats à long terme avec les institutions spécialisées dans la recherche-développement sont nécessaires et doivent prévoir des missions régulières d'appui, des stages de formation et la participation à des séminaires. De telles opérations de "jumelage" doivent être envisagées avec les donateurs tant bilatéraux que multilatéraux.



11. **Enseignements tirés des savoirs locaux au Lesotho.** En 1997, le FIDA a réalisé une évaluation des composantes conservation des sols et des eaux du Programme de conservation des sols et de l'eau ainsi que d'agroforesterie (PCSEA) au Lesotho. La mise en oeuvre d'activités de conservation par les ruraux pauvres souffre souvent du conflit qui oppose les besoins à court terme de production vivrière nécessitant une exploitation de ressources précaires et l'impératif à long terme de conservation des ressources naturelles pour maintenir les niveaux de production.

12. Les activités appuyées par le PCSEA au Lesotho ont rencontré de telles difficultés, mais le personnel du programme a remarqué au cours de l'exécution qu'il existait un système cultural endogène associant production et conservation, qui semblait avoir résolu le conflit. Ce système a été mis au point par M. J.J. Machobane il y a plus de 40 ans, à une époque où les problèmes économiques et politiques étaient nombreux.

13. Le système cultural "Machobane" repose sur quatre principes fondamentaux en ce qui concerne la production agricole: exploitation tout au long de l'année; utilisation de ressources organiques pour bonifier les sols et entretenir leur fertilité; optimisation de la disposition des cultures; et production de cultures de rapport aussi bien que de subsistance. Le cycle de Machobane suit un rythme quinquennal, de nouvelles activités étant ajoutées, et le système gagnant en complexité au fur et à mesure que les agriculteurs acquièrent de l'expérience. Ses principaux paramètres techniques sont les suivants:

- la base de ressources et les résidus agricoles sont utilisés pour produire simultanément plusieurs cultures dans un même champ; l'amélioration de la fertilité du sol et de sa capacité de rétention de l'eau sont obtenues par l'application de cendres et de fumier;
- la quantité de déchets ménagers produits par un ménage agricole type (fumier et cendres) est suffisante pour 0,4 ha de terre;
- la culture intensive d'une telle superficie (0,4 ha) suffit à nourrir la famille, consommation du foyer et vente comprises;
- la culture intensive continue avec apport de matières organiques est un moyen synergique et efficace de conservation des sols et de rétention de l'eau; et
- ce système de production stabilise considérablement les revenus agricoles en réduisant les fluctuations des rendements et en étalant sur plusieurs cultures les risques de variations des rendements et des prix;

14. Les avantages de ce système, tant du point de vue agronomique que de celui de la conservation sont notamment:

- les systèmes agricoles qui intercalent plusieurs cultures sont plus productifs par unité de superficie plantée;
- lorsqu'elles ont été judicieusement sélectionnées, les espèces végétales associées ne se font pas concurrence puisqu'elles ont des capacités différentes de prélèvement des nutriments;



- les espèces plantées ont une structure foliaire diverse: plantes à tiges droites, plantes rampantes et plantes grimpantes sont mélangées pour obtenir un rayonnement solaire optimal et protéger les sols de l'humidité excessive et des orages de grêle dévastateurs, ce qui entraîne des effets positifs pour les rendements;
- du point de vue de la conservation, la permanence du couvert végétal et le développement du réseau de racelles que suppose un tel système d'exploitation protègent le sol de l'impact de la pluie, qui peut avoir pour effet de désagréger les sols; et
- du point de vue de la protection des sols, le mélange de tubercules et de plantes feuillues de ce système de production donne de meilleurs résultats que la monoculture.

15. Le personnel du PCSEA a persuadé M. Machobane de prendre part à la relance des techniques culturales qui portent son nom, lesquelles n'étaient presque plus pratiquées depuis le milieu des années 60, et les fonds du programme ont servi à l'expérimentation et à la promotion de ce système. Les rendements des parcelles cultivées d'après la méthode Machobane ont été trois fois supérieurs à ceux des parcelles en monoculture et, de 1991 à 1997, le nombre d'agriculteurs ayant adopté cette méthode est passé de 22 à 2 000, soit une multiplication par 90. Les nouveaux paysans "Machobane" n'ont bénéficié d'une distribution gratuite de semences de pommes de terre qu'au cours de la première campagne. Dès 1996, exception faite de la formation que se fournissent les paysans entre eux, les producteurs ne recevaient plus ni subventions ni assistance.

16. Diverses raisons peuvent être avancées pour expliquer l'adoption généralisée de ce système, mais l'évaluation a révélé que le facteur primordial est que cette méthode permet, dès l'année où elle a été adoptée, d'accroître durablement les revenus nets provenant des cultures de rapport et des cultures vivrières. Les perspectives sont si alléchantes que, malgré le manque de main-d'oeuvre, les paysans sont prêts à donner de leur temps pour former les autres à cette méthode. Le faible coût de celle-ci, son origine locale et les résultats obtenus par d'autres agriculteurs de la communauté sont également des facteurs cruciaux. Toutefois, malgré les avantages apparents de cette méthode et le potentiel qu'elle représente, il conviendra de suivre de près et d'évaluer un certain nombre de difficultés qui sont apparues, notamment à moyen terme: l'offre excédentaire de pommes de terre, de temps en temps, en raison de la concurrence de l'Afrique du Sud; le besoin éventuel de main-d'oeuvre en plus grand nombre pour assurer le maintien du système de production; et la disponibilité de quantités suffisantes de fumier et de cendres dans les exploitations.

III. Autres activités ayant trait à l'évaluation

Ateliers et tables rondes

17. **Afrique.** La table ronde concernant l'évaluation du portefeuille de pays du Ghana a eu lieu à Accra du 26 au 31 mai 1997. Elle avait pour objet d'examiner les conclusions et les recommandations de l'évaluation du portefeuille de pays avec les organismes nationaux chargés d'exécuter des projets financés par le FIDA et d'autres partenaires du développement au Ghana, afin d'arrêter des politiques et directives opérationnelles pour les interventions futures du FIDA dans le pays. Cent cinquante participants y ont pris part, notamment des ministres chargés des affaires nationales ou régionales, des vice-ministres, des directeurs et des hauts fonctionnaires des ministères de l'alimentation et de l'agriculture, de la science et de la technologie, des finances et des terres et des forêts. Y ont également participé des membres du personnel du projet du FIDA, des représentants de divers organismes nationaux et régionaux d'exécution, des institutions de crédit agricole, des ONG participant aux projets



du Fonds et des représentants des bénéficiaires du projet du FIDA. Ont également assisté à cette conférence des représentants des organismes bilatéraux et multilatéraux présents à Accra, des institutions des Nations Unies, des universités et des instituts de recherche ghanéens, et du Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies (BSP/ONU).

18. La délégation du FIDA se composait de quatre membres du Conseil d'administration (pour l'Égypte, les États-Unis, l'Inde et le Venezuela), de membres du Comité de l'évaluation du Projet de conservation des sols et de réhabilitation des petites exploitations dans le Haut Ghana oriental et du Projet de crédit, de fourniture d'intrants et de commercialisation en faveur des petits exploitants. Les membres du Comité de l'évaluation ont été pleinement informés par les directeurs et le personnel des projets, et ont visité des barrages et des périmètres d'irrigation réhabilités, des rizières de fonds de vallées et des banques rurales locales, et ont discuté avec les membres des associations d'irrigants, des groupements féminins s'occupant d'activités rémunératrices et d'autres groupes de crédit.

19. Les participants se sont répartis en quatre groupes pour aborder les thèmes principaux que l'évaluation du portefeuille de pays a fait ressortir comme étant les aspects pédagogiques cruciaux et les questions sur lesquelles doivent se pencher tant le gouvernement du Ghana que le FIDA. Il s'agit de: i) l'organisation et la gestion; ii) le crédit rural; iii) le développement et la diffusion des techniques et l'infrastructure rurale; et iv) le ciblage et la participation. Les quatre groupes de travail se sont réunis durant deux jours pour discuter des constatations, des conclusions et des recommandations de l'évaluation du portefeuille de pays dans ces quatre domaines.

20. **Amérique latine et Caraïbes.** En avril 1997, un séminaire a été organisé au Guatemala à l'intention du personnel des projets financés par le FIDA au Brésil, en Amérique centrale et à Panama, pour fournir des renseignements et une formation sur tous les aspects du suivi et de l'évaluation (S&E). Ce fut là l'occasion d'évaluer les besoins en formation pour le S&E et de développer le réseau de spécialistes S&E dans la région Amérique latine et Caraïbes. Un autre séminaire concernant le S&E des projets au Paraguay a été organisé au FIDA en juillet 1997 pour faire le bilan des activités S&E des dix dernières années au niveau des projets, des secteurs et au niveau national.

21. En janvier 1997, des représentants du Bureau de l'évaluation et des études ont participé à deux séminaires organisés par la Banque mondiale sur les indicateurs et la méthodologie de quantification de la participation et de la capacité d'organisation locale, ainsi que du suivi et de l'évaluation participatifs. Le premier séminaire avait pour objectifs: i) d'élucider les trois concepts essentiels des projets mis en oeuvre à l'initiative des communautés (participation, orientation sur la demande et capacité locale d'organisation); ii) de permettre aux participants de mettre leur expérience en commun; et iii) de répertorier les stratégies qui permettent de diffuser les enseignements en s'appuyant sur des activités de terrain. Le deuxième séminaire entendait: i) étudier et mettre en commun les principaux aspects du suivi et de l'évaluation participatifs; et ii) présenter aux participants toute une gamme de méthodes et d'outils, et définir le cadre de l'évaluation participative.

22. En juillet 1997, le Bureau de l'évaluation et des études a organisé à Rome un séminaire sur le suivi et l'évaluation participatifs, qui avait pour objet de faire connaître ce concept au personnel du FIDA et de définir des stratégies concrètes en vue d'accroître le rôle de la participation dans le cycle de projets du FIDA. À cette occasion, les avantages et les étapes principales d'un suivi et d'une évaluation participatifs ont été présentés et plusieurs méthodes concrètes décrites, (à savoir cadre logique,



préévaluation rurale participative et fiche de notation équilibrée) concernant la mise en place d'un système de S&E participatifs pour les projets financés par le FIDA. Un certain nombre de recommandations pratiques ont été formulées en vue d'intégrer un tel système dans le fonctionnement du FIDA.

23. En avril 1997, un membre du Bureau de l'évaluation et des études a participé à un séminaire financé par la Coopération danoise sur le thème "Développement et transfert de technologie: comment optimiser le rôle de l'utilisateur? peut-on trouver des solutions de rechange au système formation et visites?". Le représentant du FIDA a présenté une étude de cas intitulée "Une réussite en matière d'innovation institutionnelle: le concept d'équipe de diagnostic lancé à l'initiative du FIDA dans la province du nord-ouest de la Zambie"; cette étude reposait sur une proposition formulée par le Bureau de l'évaluation et des études au cours de l'évaluation intermédiaire effectuée en 1990 d'un projet financé par le FIDA en Zambie. Les délibérations de ce séminaire ont fait ressortir que la Coopération danoise mettait actuellement à l'essai un concept similaire.

24. Un membre du Bureau de l'évaluation et des études a participé à un séminaire sur le développement écologique organisé par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) à New York, en mars 1997, sur l'interdépendance et les liens étroits qui existent entre problèmes environnementaux, croissance économique et démographique et, surtout, pauvreté. Les organisateurs de ce séminaire ont demandé au FIDA d'y participer pour contribuer à la formulation des enseignements tirés de la mise en oeuvre de systèmes durables de planification et de répartition des fonds en faveur des initiatives locales de gestion des ressources naturelles.

Réunions internationales

25. Le FIDA a activement participé à la Conférence mondiale sur le savoir au service du développement à l'ère de l'information, tenue à Toronto, au Canada, en juin 1997, à l'initiative conjointe du Gouvernement canadien et de la Banque mondiale. Le FIDA était co-organisateur de cette conférence, à laquelle ont participé près de 1 500 personnes, dont des hauts fonctionnaires, des représentants des organisations des Nations Unies, des ONG, des "bâtisseurs de savoirs", de l'industrie et du commerce, ainsi que diverses personnalités et spécialistes du monde entier. La conférence portait sur trois thèmes: i) comprendre le rôle du savoir et de l'information dans le développement économique et social; ii) mettre en commun les stratégies, l'expérience et les outils qui servent à mettre les savoirs au service du développement; et iii) créer de nouveaux partenariats qui donnent aux pauvres le pouvoir de l'information et de la connaissance.

26. Dans le cadre de cette conférence, le Bureau de l'évaluation et des études a organisé un forum sur le thème "Concrétisation des savoirs pour et par les ruraux pauvres", au cours duquel quatre initiatives du Fonds ont été présentées: le site web IFADEVAL; les Systèmes participatifs intégrés d'observatoires saisonniers fondés sur la recherche-action locale (IPSOS); le réseau d'information associant les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes (FIDAMERICA); et le réseau de savoirs sur les initiatives de la base dans les domaines de la réforme agraire et de la sécurité des droits fonciers, l'une des grandes activités qui donnent suite à la Conférence de 1995 sur la faim et la pauvreté.



27. Un membre du Bureau de l'évaluation et des études a participé à la Conférence annuelle de la Société européenne de l'évaluation, tenue à Stockholm en mars 1997, qui a été l'occasion de prendre part à divers travaux sur des questions touchant aux activités du Bureau. La session portant sur l'évaluation du renforcement des capacités, au cours de laquelle un certain nombre d'organisations internationales, dont le FIDA, ont décrit leurs activités dans ce domaine, présentait un intérêt particulier.

28. Le Directeur du Bureau de l'évaluation et des études a été invité par le Conseil norvégien de la recherche à prendre la parole à la Conférence sur le rapport de la Commission Brundtland - 10 ans après, tenue en octobre 1997. Son exposé, intitulé "Diversité des sociétés, mobilité des populations et environnement", a porté sur les efforts déployés par le FIDA pour élaborer des systèmes polyvalents de recherche-action participative (IPSOS), et promouvoir un enrichissement réciproque entre savoir local et savoir extérieur. Il a également été invité par le Conseil des sciences et de la technologie agricole à participer à la Conférence sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaires et l'innocuité des aliments, tenue aux Etats-Unis en novembre 1997, où il a présenté un exposé sur la sécurité alimentaire au service des pays en développement.

29. Le FIDA a pris une part active à la Consultation technique sur la décentralisation, qui s'est tenue à Rome en décembre 1997 et était organisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le FENU, le FIDA, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ), l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) et la Banque mondiale. Cette consultation a mis en présence des décideurs, des spécialistes et des universitaires des pays développés et des pays en développement qui ont examiné le rôle joué par les stratégies décentralisées et participatives dans le développement rural.

IV. Activités d'évaluation envisagées pour 1998

30. En 1998, les activités d'évaluation continueront d'associer, d'une part, la concrétisation de savoirs par des évaluations sur le terrain et la conceptualisation des enseignements qui en seront tirés, et de l'autre, la diffusion de ces connaissances moyennant la création de réseaux de savoirs et le développement d'EKSYST et d'IFADEVAL. On trouvera à l'annexe III une liste provisoire des évaluations terminales, des évaluations rétrospectives et des évaluations de portefeuille de pays qui doivent être réalisées en 1998.

31. De manière à compléter ces évaluations sur le terrain, le Bureau de l'évaluation et des études prévoit de réaliser plusieurs études spéciales/thématiques en 1998, notamment:

- a) une étude sur la commercialisation en Amérique centrale de manière à tirer des enseignements tant de l'expérience du FIDA que de celle d'autres organismes/institutions dans la région, et de fournir des orientations sur les moyens de résoudre les problèmes de commercialisation de manière à lutter durablement contre la pauvreté dans un souci d'équité entre les sexes;



- b) une étude sur les petits états insulaires en développement, ayant pour objet d'évaluer l'expérience du FIDA et l'impact de ses projets sur le développement socio-économique de ces pays. À cette fin, cette étude évaluera les résultats des projets et programmes financés par le FIDA dans des petits états insulaires en développement; recensera les causes des difficultés d'exécution et fournira un éclairage sur les facteurs qui ont contribué au succès; en tirera des enseignements; envisagera la possibilité d'appliquer une approche-programme pour l'élaboration et l'exécution des projets dans les petits états insulaires en développement; et formulera des recommandations pour la stratégie et les interventions futures du FIDA.
- c) la première phase d'une étude sur la participation des syndicats d'irrigants aux projets du FIDA, qui débouchera, dans un deuxième temps, sur un programme d'évaluations sur le terrain.

32. Une étude thématique sur l'agriculture pluviale dans la région POAN démarrera en avril 1998 et aura pour objet d'évaluer l'expérience passée du FIDA dans ce domaine et d'élaborer une stratégie d'assistance régionale pour le développement de l'agriculture et de l'élevage dans les terres arides. Cette étude portera sur trois sous-régions, à savoir Afrique du Nord, zone sahélienne et zone de la Méditerranée orientale. Dans chacune de ces zones, une étude de cas sera effectuée à partir des résultats actuels des évaluations et des connaissances des principaux réseaux ou institutions nationaux ou régionaux de chercheurs et d'universitaires. En fonction des besoins, les résultats des évaluations seront complétés par des évaluations ciblées additionnelles des projets financés par le FIDA. L'une de ces dernières, qui porte sur la Syrie, est inscrite au programme de travail du Bureau de l'évaluation et des études pour 1998, et deux ou trois autres pourraient devoir être organisées.

33. Il est prévu d'élaborer une approche commune de la mise en oeuvre des systèmes de suivi et d'évaluation à l'échelon des pays, qui pourrait être adaptée en fonction des circonstances particulières des divers projets mis en oeuvre. À cette fin, un atelier participatif de suivi et d'évaluation des projets du FIDA en Amérique latine doit se tenir en Bolivie; un appui systématique sera fourni aux systèmes de suivi et d'évaluation en Inde, où le FIDA a financé à ce jour 13 projets, l'objectif étant d'élaborer une stratégie en matière d'évaluation.

34. Une table ronde aura lieu en Mauritanie en 1998 pour examiner les conclusions, les recommandations et les enseignements tirés de l'évaluation du portefeuille de pays. Cette évaluation, qui a été entreprise à la demande de la division Afrique I, devrait proposer des orientations pour les stratégies et les investissements futurs du FIDA en Mauritanie. Cette table ronde est provisoirement prévue pour juin 1998.

35. L'évaluation terminale de deux projets financés par le Fonds dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, en Tunisie, a suscité un vif intérêt de la part du gouvernement et d'autres partenaires, y compris la Coopération française. Les enseignements tirés de ces évaluations devraient servir à la fois à améliorer l'efficacité des projets en cours et à mieux concevoir les interventions futures de même nature. Compte tenu des résultats de cette évaluation, le Gouvernement tunisien et le FIDA sont convenus d'organiser un séminaire de suivi à Tunis au début de mai 1998, dont l'objectif est d'enrichir les connaissances des décideurs, qu'il s'agisse de ceux du gouvernement ou de ceux du FIDA, afin de développer les régions pauvres et marginalisées de la Tunisie. Ce sera également l'occasion d'examiner un exposé des opportunités stratégiques de pays (COSOP), que prépare actuellement le FIDA.





SYNTHÈSE DES ÉVALUATIONS TERMINALES, DES ÉVALUATIONS RÉTROSPECTIVES ET DES ÉVALUATIONS DE PORTEFEUILLE DE PAYS

1. Les conclusions les plus intéressantes des évaluations terminales, des évaluations rétrospectives et des évaluations de portefeuille de pays effectuées en 1997 sont présentées ci-après, par ordre alphabétique des pays et groupées par division régionale.

I. Afrique I

Évaluation du portefeuille de projets en Mauritanie

2. L'évaluation du portefeuille de projets financés par le FIDA en Mauritanie est la septième de la série et, comme les précédentes, a été réalisée de manière à comprendre: dans quelle mesure le Fonds a rempli son mandat sur la durée; les causes des succès et des échecs; et les difficultés rencontrées. L'évaluation a été effectuée à la demande de la division régionale du FIDA concernée en vue de proposer des stratégies permettant au Fonds de lutter plus efficacement contre la pauvreté en Mauritanie. L'évaluation habituelle du portefeuille a été complétée par une analyse de l'évolution socio-économique du pays depuis l'indépendance et a permis d'examiner les politiques nationales et leur incidence sur la pauvreté, notamment en milieu rural. Ce travail, à la lumière des enseignements directement tirés de l'expérience du FIDA, a ensuite servi à élaborer une série de recommandations concernant les orientations stratégiques. Après un examen interne par le FIDA, les conclusions et les recommandations de l'évaluation du portefeuille de pays feront l'objet d'un échange de vues avec le Gouvernement mauritanien au cours d'une table ronde provisoirement prévue pour juin 1998.

3. **Le portefeuille de projets.** La conception et la mise en oeuvre des huit projets financés par le FIDA en Mauritanie s'inscrit dans le cadre d'une politique bien établie qui donne la priorité à l'agriculture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal. Au cours des dix dernières années, un ensemble de réformes économiques ont progressivement et radicalement transformé l'environnement institutionnel et politique dans lequel les projets sont exécutés, lequel se caractérise par un désengagement net de l'État.

4. À ce jour, les engagements du FIDA en Mauritanie s'élèvent au total à 52,4 millions de USD, soit 30% de la totalité des coûts des projets. La Mauritanie est donc le principal emprunteur en Afrique du point de vue du nombre de prêts, et le troisième du point de vue du volume des prêts par habitant des zones rurales (48 USD). L'assistance du FIDA représente également une part considérable de la totalité de l'aide au développement fournie au secteur rural du pays, notamment par les organismes des Nations Unies.

5. **Résultats.** S'agissant des projets clos, l'évaluation du portefeuille de pays a montré que leur incidence sur la productivité agricole n'avait en général pas été aussi prononcée que prévu - une situation analogue à celle du secteur irrigué dans son ensemble. Toutefois, la contribution des projets au produit national est loin d'avoir été négligeable. Par exemple, pour le riz paddy, elle représentait



environ 25% de la production totale et 15% de la consommation nationale. Par ailleurs, l'évaluation du portefeuille de pays a montré que les projets de la deuxième génération étaient novateurs et créaient des modèles qui pourraient ultérieurement être reproduits. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne la gestion foncière (Projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama).

6. Environ 9 000 ménages ont bénéficié directement de l'aide du FIDA en Mauritanie (en excluant le Projet de développement des oasis - Phase II), soit un engagement moyen par ménage d'environ 6 000 USD, ou de 800 et 900 USD par personne. Ce niveau d'engagement élevé s'explique à la fois par la situation du pays - ressources et population sont éparpillées sur un vaste territoire, coût unitaire très élevé de mise en place de l'infrastructure, etc. - et par la proportion importante des dépenses qui concernent l'appui institutionnel, lesquelles dépassent dans certains cas 50%.

7. La réalisation des objectifs du projet a été entravée par: la faiblesse des installations et des structures nationales; l'inefficacité de la gestion; l'insuffisance des arrangements visant à appuyer les organisations de la base, en particulier sur le plan de la méthodologie; des systèmes de S&E et d'évaluation inappropriés; la médiocrité de la supervision des intrants; et l'insuffisance des fonds de contrepartie.

8. Rétrospectivement, les politiques de développement semblent avoir été trop ambitieuses car, pour réussir, leur mise en oeuvre dépendait d'institutions gouvernementales nouvellement établies. Depuis 1988, le désengagement rapide de l'État a considérablement affaibli la pertinence des projets conçus dans le cadre des politiques antérieures, qui donnaient un rôle important à l'État.

9. **Possibilités d'amélioration.** L'exécution des projets pourrait être améliorée en choisissant avec soin les directeurs de projets et en privilégiant l'appui technique et la supervision. À cette fin, il faudra que le Fonds, ou ses représentants officiels, soient beaucoup plus présents sur le terrain. Dans le même temps, il faudra tenir compte des économies d'échelle, étant donné le volume du portefeuille de projets, en particulier en regroupant les fonctions de suivi et d'appui d'un certain nombre de projets sous l'égide d'une seule structure.

10. En ce qui concerne en particulier les nouvelles approches à proposer, les projets devraient être conçus pour une seule zone géographique, qui pourrait, le cas échéant, être progressivement élargie compte tenu de l'expérience antérieure. Il serait bon que la phase préparatoire des projets en Mauritanie soit plus longue; elle pourrait être financée par des ressources autres que celles des projets, par exemple des dons d'assistance technique. Cela permettrait de définir la stratégie opérationnelle pour un projet donné, en faisant appel à une démarche participative, et d'éviter de mobiliser inutilement des ressources des prêts durant une longue période (comme cela a été le cas pour le Projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama et pour le Projet de développement des oasis - Phase II). Enfin, une telle approche permettrait de constituer une base de données précises sur le groupe cible et la zone du projet, une condition *sine qua non* pour assurer un suivi rigoureux des projets.

11. De nombreux enseignements peuvent être tirés de l'expérience acquise par le FIDA depuis 15 ans en Mauritanie, permettant d'améliorer la conception et l'exécution des projets futurs. Ces améliorations portent essentiellement sur l'approche participative, l'organisation des projets, certains aspects du régime de la propriété foncière et le crédit rural.



12. **Propositions stratégiques.** L'objectif est d'aider les petits paysans et les petits éleveurs marginalisés qui vivent dans des régions où se pratiquent les cultures pluviales et les cultures de décrue à surmonter les deux principales difficultés qui font obstacle à leur développement et à leur intégration dans les filières de commercialisation, à savoir: leur faible capacité d'accumulation du capital et leur vulnérabilité face à l'inconstance du climat.

13. Il ne sera possible de déclencher le processus d'accumulation que lorsque les projets contribueront à atténuer notablement la pauvreté et, dans le même temps, empêcheront les groupes vulnérables de s'appauvrir. À cette fin, les projets doivent contribuer au processus initial de capitalisation, sans l'aide de fonds de contrepartie, et doivent prendre les mesures appropriées pour protéger leur capital, en particulier les petits animaux, en cas de sécheresse.

14. Cette approche pourrait être appliquée aux programmes/projets ciblés sur les zones les plus pauvres de Mauritanie (Assaba, Hodhs, Brakna nord et Gorgol nord). L'évaluation du portefeuille de pays a également recensé un certain nombre de solutions possibles faisant appel à des investissements pouvant avoir des répercussions positives pour les groupes cibles.

15. La formation est très importante pour les groupes cibles qui se lancent dans des branches d'activités pour lesquelles ils n'ont pas ou peu d'expérience (par exemple, irrigation, cultures dans le cas de populations nomades, etc.).

16. Il convient toutefois de noter qu'en règle générale, les projets n'ont guère été performants à cet égard. Les stratégies des projets futurs devraient être davantage axées sur les politiques de développement sectorielles, et l'idée selon laquelle le seul moyen de lutter contre la pauvreté est d'appuyer les institutions et les politiques nationales devrait être abandonnée. Cette philosophie n'a pas donné les résultats escomptés, d'autant moins que l'environnement institutionnel et les politiques économiques nationales ont évolué.

17. L'évaluation du portefeuille de pays a conclu que, dans le cas particulier de la Mauritanie, il n'était guère possible de recourir aux systèmes d'épargne et de crédit - un facteur essentiel qui explique que le gouvernement ne parvienne pas à créer des institutions financières durables au service du développement rural. En Mauritanie, les ressources des projets devraient financer la formation des populations cibles et du personnel des projets.

18. Tout en préservant sa spécificité, le FIDA, dont les interventions s'adressent à un groupe cible donné, pourrait entrer en partenariat avec d'autres donateurs importants et influencer ainsi sur les politiques et projets de développement en faveur des groupes cibles. Plusieurs modalités de coopération sont envisageables à cet égard:

- participation au financement de programmes nationaux en faveur du secteur agricole (Programme de développement intégré de l'agriculture irriguée en Mauritanie et Programme de gestion des ressources naturelles dans une zone d'agriculture pluviale, notamment avec la Banque mondiale);
- mise en commun des résultats obtenus sur le plan de la méthodologie (FENU/Assaba; GTZ/Aftout et Hodhs); FAO (Programme spécial en faveur de la sécurité alimentaire); Union européenne et Caisse française de développement (notamment pour les questions foncières), etc.;



- recherche des synergies (localisation des investissements) et des approches communes (Programme de développement des Nations Unies (PNUD)), Programme alimentaire mondial (PAM), organisations non gouvernementales (ONG); et
- meilleure articulation entre les interventions futures du FIDA et les investissements dans l'infrastructure du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), la Banque islamique de développement (BIsD), et l'Union européenne dans la zone cible proposée.

II. Afrique II

Maurice

19. Une évaluation rétrospective du Projet de développement de l'agriculture à petite échelle a été effectuée, le coût total de ce projet étant de 8,71 millions de USD, dont le FIDA a financé 6,3 millions de USD. Ce projet, entré en vigueur en mai 1983 et clos en décembre 1991, était conçu à l'origine pour aider les familles agricoles pauvres à développer leurs entreprises. Par le biais d'un programme de crédit agricole (70% du coût total), le projet entendait appuyer l'agriculture paysanne et le petit élevage et fournir de nouveaux moyens de vie à 630 agriculteurs participants et à environ 1 400 éleveurs de chèvres. Au total, environ 12 000 personnes devaient bénéficier directement du projet.

20. Le rythme d'exécution de ce projet a été lent au cours des trois premières années, en raison surtout de la croissance rapide (et inattendue) enregistrée et de l'évolution de la situation macro-économique globale de Maurice et, plus précisément, en raison des difficultés auxquelles s'est heurté le programme de crédit agricole vu la rareté des terres à développer. Compte tenu de l'absence d'une politique claire sur les taux d'intérêt, les agriculteurs ont recherché des fonds ailleurs, ce qui explique la faiblesse, au départ, de la demande de crédit au titre du prêt du FIDA. Le projet a été reformulé en 1986 pour englober une ligne de crédit générale provenant à la fois de la Banque centrale des coopératives mauriciennes (MCCB) et de la Banque de développement de Maurice (DBM) en faveur des activités agricoles et extra-agricoles, et pour relever le seuil d'admissibilité en ce qui concerne les prêts accordés aux petits paysans. À la fin du projet, plus de 3 500 petits prêts avaient été accordés au titre de cette ligne de crédit par les deux banques exécutantes. Globalement, des progrès substantiels ont été faits en ce qui concerne l'exécution du projet après 1986 et, au moment de la clôture du projet, le prêt du FIDA avait été entièrement décaissé.

21. Sous l'angle du développement, le Projet de développement de l'agriculture à petite échelle a donné de bons résultats. Il a, dans une grande mesure, atteint son objectif: promouvoir les petites entreprises en milieu rural et mettre le crédit à disposition d'un segment de la population qui, sans cela, n'aurait pu bénéficier de prêts à des conditions favorables. Il a également fortement contribué à la création d'un certain nombre de centres de santé et de centres vétérinaires, qui continuent de bien fonctionner, et a fourni une aide précieuse au Ministère de l'agriculture pour améliorer la qualité des reproducteurs caprins. Enfin, à la fin du projet, les agriculteurs qui participaient aux sous-projets concernant la production de légumes divers et de litchis avaient vu leur revenu s'accroître et leurs conditions de vie s'améliorer d'une manière générale.

22. Dans l'ensemble, l'impact global à long terme du Projet de développement de l'agriculture à petite échelle a été positif. La ligne de crédit du FIDA a servi à catalyser le petit crédit vers les activités agricoles et non-agricoles et a contribué à la création de petites et moyennes entreprises. En outre, le projet a contribué à l'apparition d'une culture d'entreprise au sein des populations pauvres.



23. Le projet a eu un impact positif sur la DBM qui, du fait de sa participation au projet, est désormais l'un des chefs de file des banques de développement à Maurice. Le projet a donné à la DBM un sens de sa responsabilité en ce qui concerne les prêts aux petits paysans et aux petits entrepreneurs et, de manière à faciliter ses opérations dans la région, la banque a créé un guichet spécial pour les petits prêts en faveur des activités agricoles et extra-agricoles.

24. En ce qui concerne la pérennité du projet, il a été relevé que certaines activités ont été véritablement auto-entretenu. Par exemple, les centres de santé et les services vétérinaires financés au titre du projet ont été intégrés dans le système national de santé et ont contribué de manière significative à améliorer la santé en milieu rural. Pour ce qui est des activités agricoles, deux sous-projets portant sur la production de litchis et de légumes fonctionnent toujours de manière satisfaisante. Les rendements moyens de légumes se sont multipliés par quatre entre 1990 et 1996, en raison essentiellement des engrais, des produits chimiques servant à protéger les cultures et des meilleures techniques d'irrigation utilisés. La production de litchis s'est développée en raison de l'amélioration de la vulgarisation et de l'entretien des arbres.

Ouganda

25. Une évaluation terminale du Projet de relèvement agricole de la région du Sud-Ouest a été effectuée en 1997. Le coût total du projet était de 27,1 millions de USD, la contribution du FIDA s'élevant à 12,0 millions de USD, financée au titre du PSA. S'inscrivant dans un programme mis en oeuvre dans tout l'Ouganda pour redynamiser l'agriculture et aider les petits exploitants à accroître leurs revenus et à améliorer leur niveau de vie, ce projet avait pour objectifs l'approvisionnement des zones rurales en eau, la santé et la nutrition, la production de semences, l'élevage, l'approvisionnement en intrants, la recherche et la vulgarisation et les routes rurales.

26. La mise en oeuvre du projet s'est caractérisée par sa grande souplesse de conception. Les modifications apportées au schéma initial pour tenir compte de l'évolution des circonstances ont été notamment les suivantes: la longueur totale des voies de desserte est passée de 2 000 à 488 km; 1 000 km de routes de plus ont été ajoutés en ce qui concerne les activités de remise en état par une main-d'oeuvre directe; l'accent a été mis sur le développement communautaire, la constitution de groupements et les organisations féminines; une sous-composante crédit a été ajoutée pour améliorer le ciblage des ruraux pauvres; et une sous-composante portant sur les minibarrages et les réservoirs dans les vallées a été ajoutée pour répondre aux besoins en eau des êtres humains et des bêtes.

27. Le prêt accordé au titre du Projet de relèvement agricole de la région du Sud-Ouest a été prolongé par deux fois, soit un total de 20 mois prenant fin en février 1996 (sauf pour ce qui est de la composante concernant les barrages dans les vallées qui s'est prolongée jusqu'en juin 1996). Le gouvernement a décidé de continuer de financer ce projet durant une année supplémentaire (jusqu'en juin 1997) de manière à mener à leur terme les composantes concernant les routes et les petits barrages et de régler les derniers problèmes concernant la composante crédit. Il convient de préciser que la période d'exécution a été de huit ans et non de six, comme prévu à l'origine.

28. Le projet a utilisé 92% des fonds provenant de l'Association internationale de développement (IDA) et 89,3% du prêt du FIDA. Il a démarré lentement, mais le bilan à mi-parcours et l'évaluation effectués en 1992 l'ont dynamisé. Cette nouvelle impulsion a été possible grâce à l'efficacité, à l'engagement et à la stabilité projet décentralisé, à l'assistance technique et à un climat politique favorable. En particulier, la composante recherche adaptative et vulgarisation du projet a énergisé le service de vulgarisation qui, de fait, ne fonctionnait pas avant la mise en oeuvre du projet. La méthodologie adoptée pour le projet en matière de recherche adaptative a donné de bons résultats et a validé de nombreuses nouvelles espèces qui ont ensuite été adoptées dans diverses parties de la zone



du projet. La productivité s'en est trouvée accrue et les paysans ont ainsi pu disposer d'excédents commercialisables. Les travaux effectués sur les voies de desserte ont amélioré les filières de commercialisation dans la région. Dans un tel contexte, le Projet de relèvement agricole de la région du Sud-Ouest a effectivement encouragé la mobilisation des groupes - en particulier des groupements féminins - autour d'activités rémunératrices.

**LISTE DES ACTIVITÉS D'ÉVALUATION DE JANVIER À DÉCEMBRE 1997**

Pays (Numéro du prêt)/Projet (Institution coopérante/Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Observations	Dates des missions Personnel/Consultants
MISSIONS D'ÉVALUATION (17)			
I. Évaluations à mi-parcours (6)			
Asie			
1. Inde (325-IN) Projet de crédit rural dans le Maharashtra (BSP/ONU 06.01.94-30.09.00)	f	B/EMP	24.03.97-21.06.97 Personnel/consultants
2. Indonésie (301-ID) Projet de développement des cultures arboricoles des petits exploitants de Sumatera Sud (BAsD 29.09.92-31.03.01)	e	B/EMP	24.10.97-17.12.97 Consultants
3. Indonésie (350-ID) Projet de développement de la culture paysanne de l'anacardier dans les îles orientales (BSP/ONU 29.07.94-30.09.02)	f	B/EMP	24.10.97-17.12.97 Consultants
4. Népal (352-NE) Projet d'irrigation alimentée par eaux souterraines et de relèvement des régions sinistrées à la suite d'inondations (DDSMS/ONU 01.11.94-31.12.01)	f	EMP	06.11.97-26.11.97 Personnel/consultants
Proche-Orient et Afrique du Nord			
5. Jordanie (329-JO) Projet de diversification des revenus (FADES 06.06.94-31.12.01)	f	EMP	08.11.97-30.11.97 Personnel/consultants
6. Soudan (268-SU) Projet de développement agricole de Roseires Sud (BSP/ONU 10.01.92-31.03.00)	e	EMP	14.11.97-03.12.97 Consultants



f	=	Lancés par le FIDA et cofinancés
e	=	Lancés et exclusivement financés par le FIDA
c	=	Lancés par d'autres, cofinancés par le FIDA
EMP	=	Évaluation à mi-parcours
EI	=	Évaluation intermédiaire
ET	=	Évaluation terminale
ER	=	Évaluation rétrospective
EPP	=	Évaluation de portefeuille de pays
A	=	Atelier
MS	=	Mission d'appui spécial



Pays (Numéro du prêt)/Projet (Institution coopérante/Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Observations	Dates des missions Personnel/Consultants
II. Évaluations intermédiaires (8)			
Afrique			
1. Lesotho (SRS-013-LE) Programme de conservation des sols et de l'eau ainsi que d'agroforesterie (BSP/ONU 26.04.89-31.12.96)	e	EI	06.02.97-03.04.97 Personnel/consultants
2. Tanzanie, République-Unie de Projet de soutien aux petits exploitants à Zanzibar (242-TZ) (IDA 07.03.91-31.12.97) Projet de services de vulgarisation et de services financiers ruraux dans les hautes terres méridionales (324-TZ) (IDA 30.06.93-31.12.99) Projet de développement des petites exploitations dans les zones marginales (SRS-024-TZ) (BSP/ONU 05.10.90-30.06.97)	e e f	EI	01.10.97-20.10.97 Personnel/consultants
Asie			
3. Laos (256-LA) Projet de développement agricole de la province de Xieng Khouang (BSP/ONU 08.03.91-31.12.98)	f	EI	27.08.97-03.09.97 et 25.09.97-18.10.97 Personnel/consultants
4. DAT 261 Formation à la lutte contre la pauvreté pour l'Asie et le Pacifique (FIDA/Organisation afro-asiatique pour la reconstruction rurale)		EI	17.03.97-14.04.97 Personnel/consultants
Amérique latine et Caraïbes			
5. Bolivie (266-BO) Projet de consolidation et de développement des petites exploitations établies dans le département de Santa Cruz (Société andine de développement (CAF)) 23.09.91-30.06.98)	f	EI	03.07.97 - 13.09.97 Personnel/consultants
6. Guatemala (251-GM) Projet de développement de la petite production rurale au Zacapa et Chiquimula (BSP/ONU 21.03.91-30.06.97)	f	EI	07.02.97-06.04.97 Personnel/consultants



Pays (Numéro du prêt)/Projet (Institution coopérante/Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Observations	Dates des missions Personnel/Consultants
7. DAT 234 Programme régional au profit des populations indigènes du Bassin de l' Amazone (FIDA/CAF)		EI	25.03.97-28.04.97 Personnel/consultants
8. DAT 231 Programme régional et national de formation au développement rural (FIDA/Fondation pour la formation et la recherche appliquée à la réforme agraire - CIARA)		EI	16.09.97-30.11.97 Personnel/consultants
III. Évaluations terminales et rétrospectives (3)			
Afrique			
1. Maurice (078-T) Projet de développement de l'agriculture à petite échelle (BIRD 30.07.94-31.03.00)	e	ER	13.03.97-29.03.97 Personnel/Consultant
2. Ouganda (SRS-010-UG) Projet de relèvement agricole de la région du Sud-Ouest (IDA 17.08.88-30.06.94)	f	ET	15.02.97-15.03.97 Personnel/consultants
IV. Évaluations de portefeuille de pays			
Afrique			
1. Mauritanie		EPP	12.11.96-18.12.96 Personnel/consultants
(044-MR) Projet d'irrigation du Gorgol (IDA 27.08.81-30.06.90)	c		
(092-MR) Projet de formation des agriculteurs du Gorgol (IDA 28.07.83-30.06.90)	e		
(169-MR) Projet de petite irrigation (IDA 30.01.86-30.06.93)	c		
(318-MR) Projet d'amélioration des cultures de décrue à Maghama (DDSMS/ONU 10.06.93-30.04.00)	f		



Pays (Numéro du prêt)/Projet (Institution coopérante/Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Observations	Dates des missions Personnel/Consultants
(SRS-001-MR) Programme de redressement agricole (FADES 10.12.86-30.06.94)	c		
(SRS-022-MR) Programme de redressement agricole - Phase II (FADES 06.11.90-31.12.96)	f		
(SRS-031-MR) Projet d'aménagement du Parc national du Banc d'Arguin (BSP/ONU 18.05.93-30.06.99)	f		
(SRS-043-MR) Projet de développement des oasis- Phase II (FADES 08.02.95-30.06.02)	f		
<u>MISSIONS D'APPUI SPÉCIAL S&E/ATELIERS</u>			
1. DAT 312, Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres (GCAP)		SM**	26.10.97-28.10.97 Personnel
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>			
2. Bolivie, El Salvador et Pérou Appui à la création de systèmes de suivi, y compris les enquêtes de référence		SM	15.08.97-30.08.97 Personnel
3. Appui et supervision du DAT-302 Programme de renforcement des capacités régionales d'évaluation des projets de lutte contre la pauvreté rurale		SM	29.09.97-30.09.97 Personnel
<u>Proche-Orient et Afrique du Nord</u>			
4. Tunisie Appui à la création d'un système général de suivi du développement agricole		SM	21.07.97-31.07.97 Personnel/consultants

** Appui au bilan/évaluation des opérations du GCAP.



ANNEXE III

LISTE DES ÉVALUATIONS TERMINALES, RÉTROSPECTIVES
ET DE PORTEFEUILLES DE PROJETS DE PAYS ENVISAGÉES EN 1998

Pays (Numéro du prêt)/Projet (Institution coopérante/Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Type d'évaluation
Asie		
1. Inde (214-IN) Projet de développement en faveur des populations tribales de l'Orissa (BSP/ONU 27.05.88-31.12.97)	f	ET
Népal		
2. (010-NEP) Projet de développement rural intégré (zone de Sagarmatha) (BAsD 11.01.79-31.12.88)	c	EPP
(057-NE) Projet de développement des petites exploitations (BAsD 10.07.81-31.12.87)	e	
(082-NE) Projet de développement de la zone d'intervention (BAsD 01.10.82-30.09.89)	c	
(166-NE) Deuxième projet de développement des petites exploitations (BAsD 03.03.86-30.06.91)	f	
(191-NE) Projet de développement de l'aquaculture (BAsD 15.10.87-31.12.92)	c	
(208-NE) Projet de crédit à la production à l'intention des femmes des zones rurales (BSP/ONU 30.11.88-31.12.97)	f	
(250-NE) Projet de mise en valeur des ressources forestières et fourragères sous bail dans le Moyen Pays (BSP/ONU 18.02.91-14.07.00)	f	



Pays (Numéro du prêt)/Projet (Institution coopérante/Dates d'entrée en vigueur et de clôture)	Financement du projet	Type d'évaluation
(352-NE) Projet d'irrigation alimentée par eaux souterraines et de relèvement des régions sinistrées à la suite d'inondations (BSP/ONU 01.11.94-31.12.01)	f	
(452-NE) Projet de réduction de la pauvreté dans l'ouest du Terai (BSP/ONU 12.03.98-31.12.04)	e	
3. Sri Lanka (219-SR) Projet de crédit pour les petits exploitants et les paysans sans terre (BSP/ONU 28.03.89-31.12.97)	f	ET
<u>Amérique latine et Caraïbes</u>		
4. Costa Rica (235-CR) Projet de développement du crédit agricole dans la zone Nord (Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) 29.11.91-30.06.96)	f	ET
